

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
14 juillet 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quinzième session
Point 76 a) de l'ordre du jour
**Les océans et le droit de la mer : les océans et le droit
de la mer**

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

**Lettre datée du 13 juillet 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je souhaite de nouveau porter à votre attention les violations flagrantes de ses obligations conventionnelles solennelles que la Grèce continue de commettre tant en mer d'Égée qu'en mer Méditerranée à l'égard des îles dont la souveraineté lui a été cédée à la condition stricte et précise qu'elles demeurent démilitarisées.

D'emblée, je tiens à souligner que ces îles, toutes situées à plus ou moins grande proximité de l'Anatolie continentale et dans le prolongement de celle-ci, ont toujours été un facteur clef de sa défense et de sa sécurité. Cette considération est devenue un enjeu vital lorsque, en 1923, pour la toute première fois, la souveraineté sur ces îles a été cédée à différents États, à savoir la Grèce et l'Italie.

Un simple coup d'œil à une carte suffit pour constater l'importance que la situation géographique des îles de la mer Égée orientale – à quelques miles de la côte – revêt pour la sécurité de l'Anatolie continentale. Pour ne citer qu'une poignée d'exemples, l'île de Samos est à trois miles de la côte anatolienne, Lesbos à dix miles, Chios à neuf, Kos à trois, Symi à cinq et Meis (en Méditerranée) à seulement un.

Les considérations liées à la défense et à la sécurité de la Turquie ayant un caractère primordial, obligation a été clairement et expressément faite aux États cessionnaires de les respecter, principalement sous forme d'une obligation de s'abstenir de déroger au régime de démilitarisation en vigueur dans ces îles en application d'instruments fondamentaux, à savoir le Traité de paix, signé à Lausanne le 24 juillet 1923, et le Traité de Paris du 10 février 1947. De surcroît, ces obligations ont été imposées dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales et étaient au cœur de l'objet et du but desdits traités.

À partir des années 1960, de manière unilatérale et au mépris flagrant des dispositions pertinentes des traités susmentionnés, la Grèce a cumulé les violations substantielles de ses obligations de démilitarisation, en concentrant des contingents, en construisant des installations militaires permanentes et en menant plusieurs activités militaires dans les îles de la mer Égée orientale. Jusqu'en 1975, la Grèce n'a



cessé de nier les faits en cause et de prétendre qu'elle respectait ses obligations de démilitarisation. Par la suite, elle a expressément admis qu'elle n'honorait pas ses obligations, mais a tenté de se justifier par des arguments manifestement infondés.

La Turquie dénonce ces violations sans relâche par la voie de notes verbales diplomatiques à la Grèce et a porté la situation à l'attention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité à plus d'une reprise.

Le Gouvernement turque dispose d'informations détaillées et solidement étayées concernant la militarisation en cours des îles en contravention des Traités de paix de Lausanne et de Paris.

La violation patente, délibérée et continue par la Grèce des dispositions des Traités de paix de Lausanne et de Paris relatives à la démilitarisation, lesquelles sont essentielles à l'accomplissement de l'objet et du but desdits traités, constitue une menace grave pour la sécurité de la Turquie. Tout aussi grave, ces violations allant croissantes, elles ont des implications plus larges comme menaces pour la paix et la sécurité de la région.

Dans ce contexte, je tiens à souligner que la Grèce viole des dispositions fondamentales des traités en vertu desquelles elle a acquis une souveraineté sur les îles concernées, ce qui signifie, juridiquement parlant, qu'elle ne peut pas opposer à la Turquie le titre qu'elle tire de ces traités aux fins de la détermination des frontières maritimes. Le raisonnement est le suivant : la Grèce ne remplissant pas ses propres obligations au titre de ces traités, elle ne saurait, dans le même temps, être considérée comme conservant les droits qu'elle prétend en tirer.

Par conséquent, dans un esprit de bon voisinage et de coopération, la Turquie exhorte une fois encore la Grèce à respecter les dispositions des traités susmentionnés relatives à la démilitarisation et à rétablir le statut démilitarisé des îles de la mer Égée orientale antérieur aux violations.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 76 a) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(Signé) Feridun H. **Sinirlioğlu**